

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DES DROITS
DE LA FEMME

CABINET DU MINISTRE



N° _____/MASDF/CAB-M

Libreville, le

2^{ème} FORUM, *EN LIGNE*, DES MINISTRES EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES PAYS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Thème :

**« LE DEFI DE LA PAUVRETE EN AFRIQUE CENTRALE : QUEL
IMPACT DE LA PANDEMIE DE LA COVID-19 ET QUELLES
STRATEGIES ? »**

DISCOURS D'OUVERTURE

Madame Prisca R. NLEND KOHO,

Ministre des Affaires Sociales et des Droits de la Femme - **Gabon**

30 septembre 2020

Mesdames et Messieurs les Ministres, Chers homologues,

Monsieur le Président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale,

Monsieur le Directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale,

Monsieur le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, Chef du Bureau de l'UNOCA,

Monsieur le Représentant du Bureau sous régional pour l'Afrique Centrale de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique,

Monsieur le Représentant de l'Organisation Internationale de la Francophonie pour l'Afrique Centrale,

Madame la Représentante d'ONU-Femmes en République Démocratique du Congo,

Monsieur le Secrétaire général adjoint de la CEEAC en charge du département intégration socioculturelle,

Madame l'Ambassadrice de la délégation de l'Union Européenne au Gabon,

Mesdames et Messieurs les Coordonnateurs résidents des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations internationales, partenaires techniques et financiers au développement,

Mesdames et Messieurs les Experts,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un plaisir renouvelé que je m'adresse à vous, ce jour, à l'occasion du Deuxième Forum Most des Ministres en charge du développement social des pays de l'Afrique centrale que le Gabon, mon pays, a l'honneur d'abriter. A ce titre, permettez-moi en tant que hôte des présentes assises en ligne, de vous souhaiter la plus cordiale des bienvenues.

Votre mobilisation de ce jour est la traduction tangible de l'intérêt que vous accordez à ce forum et, plus largement, au thème objet de nos échanges, que je souhaite des plus riches, à savoir : « **Le défi de la pauvreté en Afrique centrale : quel impact de la pandémie de la COVID-19 et quelles stratégies ?** ».

Cette thématique, faut-il le souligner, occupe une place centrale dans l'action politique de **Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République, Chef de l'Etat**, pour qui, aucun compatriote ne sera laissé de côté dans la marche de notre pays vers l'Emergence.

Il s'agit-là, vous l'avez compris, Mesdames et Messieurs, d'une lutte acharnée et constante pour la réduction des inégalités au Gabon ; laquelle est clairement déclinée dans **l'Axe 3 du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) relatif à la “Prospérité Partagée”**. Je voudrais à cet effet lui rendre un vibrant hommage pour cet engagement contre l'exclusion sociale d'une part et ma profonde gratitude pour avoir marqué son accord pour la tenue de ce forum en ligne d'autre part.

Mes remerciements vont également à l'endroit de tous ceux d'entre vous qui ont contribué de près ou de loin à l'organisation du présent forum dont les préparatifs ont débuté

d'abord, les 22 et 23 juillet ; ensuite les 14 et 15 septembre 2020 par les réunions de nos experts respectifs. Je pense, notamment, aux Représentants de Ministres, aux Secrétaires généraux de Commissions nationales pour l'UNESCO, aux Chercheurs en sciences sociales, aux Leaders associatifs, aux Experts nationaux et des Nations Unies et, enfin, aux Représentants des Organisations internationales, régionales et sous régionales, ainsi que ceux des Partenaires techniques et financiers.

Je me félicite, en outre, de la pleine implication, durant lesdits préparatifs et l'organisation du présent forum, **de Son Excellence, Monsieur l'Ambassadeur Gilberto Da Piedade VERISSIMO, Président de la Commission de la CEEAC**, et de l'ensemble de ses collaborateurs concernés.

Mesdames et Messieurs,

Le forum qui nous réunit offre au nouvel organe exécutif de la Communauté un important programme à inscrire dans son plan d'action, en ce sens que ces assises devront participer de la nouvelle dynamique de la CEEAC impulsée par **Monsieur le Président de la République gabonaise, Son Excellence, Ali BONGO ONDIMBA**. En effet, un de ses objectifs est d'encourager l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie sous régionale de réduction de la pauvreté fondée sur une collaboration renforcée entre les décideurs politiques et les chercheurs en sciences sociales.

Défi commun à l'ensemble de nos pays, la pauvreté doit aussi l'être pour la Commission de la CEEAC. En effet, avant la pandémie de la COVID-19, plusieurs études soulignaient déjà que le taux de pauvreté était élevé, dans la plupart des pays de la sous-région. Plus grave, que l'Afrique centrale enregistrait la

plus forte population vivant sous le seuil de pauvreté de toutes les sous-régions africaines.

Par ailleurs, les prévisions de l'impact socioéconomique de la pandémie laissent entrevoir que la situation devrait s'aggraver, avec le passage d'une frange importante de nos populations sous le seuil de pauvreté extrême de 1,90 dollar par jour. La conséquence inéluctable étant l'accroissement de la probabilité de voir les ménages vulnérables, touchés par la COVID-19, plonger dans la pauvreté transitoire et y demeurer pendant une décennie ou plus longtemps. A cela s'ajoute l'exacerbation des inégalités de revenus existantes due à la hausse des niveaux de pauvreté.

Au Gabon, il y a une réelle prise de conscience de l'urgence d'agir. En effet, avant la pandémie et en lien avec l'Objectif de Développement Durable n° 1, **le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence, Ali BONGO ONDIMBA** avait déjà fait de la lutte contre la pauvreté une priorité nationale.

Cependant, pour lutter efficacement contre la pauvreté, il est indispensable d'avoir une connaissance exhaustive de ses multiples formes. Pour ce faire, il y a nécessité de fonder la décision politique sur une cartographie aussi précise que possible de la pauvreté et de l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur celle-ci.

Autrement dit, pour traduire en actes concrets la lutte contre la pauvreté qui, du reste, est une priorité de nos gouvernements respectifs, il est opportun de disposer, de manière continue et diversifiée, de données actualisées et crédibles.

A ce titre, nos gouvernements attendent beaucoup du Programme intergouvernemental pour la Gestion des

transformations sociales (MOST) ; programme dont la vocation est d'apporter un soutien, aux États membres de l'UNESCO, dans l'amélioration des processus de prise de décisions, à travers une interface renforcée entre la recherche, notamment en sciences sociales, et les politiques publiques.

Le Gabon croit fermement en ce programme MOST. C'est ainsi que les plus hautes autorités ont soutenu la création, en 2013, d'un comité national MOST, statutairement rattaché à la Commission nationale pour l'UNESCO. Depuis 2016, le département ministériel dont j'ai la charge et le comité national MOST sont liés par une convention de partenariat portant, entre autres, sur l'élaboration d'une politique nationale de développement social.

C'est dans cette optique qu'une Ecole MOST a été organisée, du 10 au 13 juillet 2017 à Libreville. Elle portait sur la « Méthodologie d'élaboration, de pilotage et d'évaluation des politiques sociales et inclusives ». Financée par l'UNESCO, elle a permis de former 40 personnes parmi lesquels des agents de l'Etat, des universitaires et des membres de la société civile.

Dans le prolongement de cette activité, et pour relever le défi de la pauvreté, à l'épreuve de la COVID-19, ce que nos pays attendent du Programme MOST, c'est précisément un appui à la constitution, dans la sous-région, d'une masse critique de professionnels qualifiés pouvant aider au renforcement de l'interface entre la recherche et les politiques publiques.

Mesdames et Messieurs,

S'il est vrai que la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement social et humain dépendent de la qualité des politiques publiques, il est tout aussi évident que la qualité

desdites politiques publiques tient à son tour à l'expertise des hommes et des femmes qui les élaborent.

En somme, il est important que le Programme MOST de l'UNESCO, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, aide nos pays à valoriser aussi bien nos expertises endogènes qu'une interface entre recherche et politiques publiques. C'est à cette condition que s'instaurera et s'enracinera, dans nos pays respectifs, une culture de l'élaboration de politiques publiques fondées sur la prospective et sur les données factuelles et scientifiques.

Enfin, je souhaiterais terminer mon propos sur une interpellation : celle de la nécessaire rupture de notre modèle commun de gouvernance des politiques publiques inclusives dans la sous-région de la CEEAC à partir de ce forum. Un changement de paradigme qui envisage désormais la lutte contre la pauvreté fondée sur une culture de pilotage de nos programmes reposant sur des données probantes et une culture de dialogue permanent et renforcé entre décideurs politiques et chercheurs.

La prospérité de nos différentes populations en dépend étroitement.

Sur ce, je déclare ouverts les travaux du Deuxième Forum Most des Ministres en charge du développement social des pays de l'Afrique centrale.

Je vous remercie de votre aimable attention.